TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies

www.timbuktu-institute.org

MENACE DU JNIM DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES DU MALI, DE LA MAURITANIE ET DU SÉNÉGAL

MAI 2025

Table des matières

Résumé 3
Introduction 4
De l'activité du JNIM dans la région des trois frontières 4
L'activité économique du JNIM dans la zone des trois frontières 5
Les stratégies d'infiltration du JNIM 6
Facteurs de vulnérabilité à l'expansion du JNIM 7
Frontières poreuses 7
Méconnaissance de la menace par les populations locales 8
Défis socio-économiques persistants 8
Griefs socioculturels et religieux 9
Propagation du salafisme 10
Facteurs de résilience 11
Prévalence de la cohésion sociale sur la violence 11
Modération religieuse largement répandue 11
Des forces de sécurité compétentes et professionnelles 12
Recommandations 13
Renforcer davantage la présence des forces de sécurité dans les régions frontalières 13
Renforcer la coopération transfrontalière avec le Mali et la Mauritanie 14
Mener des campagnes de sensibilisation auprès des chefs communautaires 15
Renforcer les programmes d'insertion des groupes socio-économiques vulnérables 15

Résumé

Les actions du Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimîn (JNIM) dans le sud-ouest du Mali indiquent qu'il cherche à infiltrer la Mauritanie et le Sénégal. Le JNIM a augmenté de façon exponentielle ses activités à Kayes, région frontalière du Mali avec la Guinée, la Mauritanie et le Sénégal. Ces activités comprennent des attaques complexes contre les forces de sécurité, la coercition des civils et l'économie criminelle. L'objectif principal du JNIM est de pousser les forces de sécurité maliennes hors des zones proches de Bamako et de délégitimer le gouvernement, en jetant ainsi les bases d'une extension de sa zone d'opérations. Le JNIM a déjà infiltré de manière illicite des secteurs économiques-clés, tels que l'exploitation forestière et minière, qui dépendent des échanges avec la Mauritanie et le Sénégal. Les intérêts du JNIM dans ces secteurs lui permettent d'établir des réseaux transfrontaliers. Le groupe est conscient du fait qu'il peut ensuite utiliser ces réseaux pour faciliter le mouvement des personnes et des ressources affiliées vers la Mauritanie et le Sénégal. Bien que sa priorité immédiate soit d'utiliser les espaces mauritaniens et sénégalais à des fins économiques pour faciliter le financement de ses actions et le recrutement, le JNIM essaiera probablement d'étendre progressivement son contrôle territorial à l'avenir.

Le Sénégal présente des facteurs de vulnérabilité que le JNIM peut exploiter, notamment une frontière poreuse, un déficit de prise de conscience des enjeux sécuritaires au niveau de la population, des défis socio-économiques pressants et la propagation du salafisme en tant que matrice idéologique. La frontière du Sénégal avec le Mali est déjà largement exploitée par les contrebandiers et sa géographie rend sa sécurisation plus difficile. Cependant, une partie importante de la population des régions menacées par l'expansion du JNIM ne considère pas le groupe comme une menace immédiate. Le chômage reste élevé dans ces régions et les systèmes de castes dans la zone de Bakel perpétuent les inégalités et autres injustices dues à la stigmatisation de communautés entières. Les idéologues salafistes ont utilisé ces griefs pour influencer les croyances religieuses des individus, les rendant potentiellement plus réceptifs à l'extrémisme violent en brandissant l'offre d'une « théologie de la libération » par rapport à l'islam traditionnel dont les acteurs ne condamnent pas suffisamment le système des castes. Le Sénégal oriental pourrait être vulnérable à ces idéologies, car le soufisme n'y est pas aussi répandu que dans le reste du pays.

Le JNIM a déjà exploité des vulnérabilités similaires dans tout le Sahel ; le Sénégal ne devrait pas être considéré comme exception durable sans des efforts de prévention et de renforcement de la résilience communautaire.

Dans le même temps, le Sénégal dispose de facteurs de résilience qui l'ont jusqu'à présent épargné, principalement sa cohésion sociale et ses forces de sécurité compétentes et professionnelles. A cela, s'ajoute le respect mutuel et l'esprit de cohabitation pacifique qui caractérisent les différents groupes ethniques et religieux. Leurs relations harmonieuses font qu'il est difficile pour le JNIM d'exploiter les tensions existantes à son profit, comme il a pu le faire ailleurs dans la région. En outre, une très grande majorité de Sénégalais n'adhère pas aux idéologies plus radicales partagées par des adeptes de groupes comme le JNIM. Ils privilégient un enseignement modéré de l'islam, en particulier ceux des leaders des confréries soufies, qui renforcent la cohésion sociale et s'opposent à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Même si les confréries ne sont pas aussi influentes dans les régions frontalières de l'Est, ces dernières n'ont pas, jusqu'ici, connu de montée notable de l'extrémisme. De plus, le Sénégal dispose de forces de sécurité professionnelles qui entretiennent des relations saines et relativement paisibles avec les populations locales. Cela atténue un autre grief que le JNIM a exploité dans le Sahel à savoir l'opposition entre populations frontalières et forces de sécurité. Le Sénégal dispose, de ce point de vue d'une base solide de résilience pour empêcher l'expansion et l'installation durable du JNIM.

À partir de ces éléments factuels, le gouvernement sénégalais pourrait s'appuyer sur ces forces et s'attaquer aux vulnérabilités pour améliorer la sécurité des parties de son territoire les plus exposées en renforçant la résilience des communautés. Il lui est nécessaire de renforcer la présence de ses forces de sécurité permanentes dans les régions frontalières ainsi que sa coopération avec le Mali et la Mauritanie. Il devrait également mener des campagnes de sensibilisation auprès des leaders locaux – qu'ils soient religieux ou traditionnels - et accroître les programmes visant à atténuer les difficultés et vulnérabilités socio-économiques. Ces politiques basées sur une approche holistique devront intégrer les aspects sécuritaires, culturels et socio-économiques afin de limiter les possibilités d'infiltration du JNIM.

Introduction

La région des trois frontières, située à la jonction du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, est devenue un théâtre d'opérations stratégiques pour le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimîn (JNIM), un groupe terroriste cherchant à étendre son influence au-delà des frontières maliennes. Cette zone, marquée par la proximité de villes clés et stratégiques pour l'approvisionnement de la capitale malienne, est devenue un espace caractérisé par des stratégies d'infiltration et de positionnement du JNIM augurant, pour certains, d'une menace croissante pour les prochaines années. Le JNIM, déjà actif dans le Sud-Ouest du Mali, notamment dans la région de Kayes, intensifie ses activités violentes et s'infiltre dans les réseaux économiques et criminels transfrontaliers, tout en tentant d'exploiter les vulnérabilités socio-économiques et idéologiques des zones voisines de la Mauritanie et de l'Est du Sénégal.

Ce rapport propose une analyse approfondie de cette menace et des dynamiques régionales en lien avec les stratégies d'expansion ou d'influence du groupe terroriste. Dans un premier temps, il examinera les activités du JNIM dans la région des trois frontières ainsi que ses stratégies d'infiltration économique et territoriale. Ensuite, il se penchera sur les facteurs de vulnérabilité dans les cas sénégalais et mauritaniens susceptibles. Suivra une analyse des facteurs de résilience qui pourraient freiner ou ralentir cette progression. Enfin, des recommandations visant à renforcer la sécurité et la résilience communautaire face à cette menace transnationale seront formulées.

De l'activité du JNIM dans la région des trois frontières

Le JNIM a considérablement accru son activité dans la région de Kayes au cours des trois dernières années. En 2024, il a multiplié à plus de sept fois ses d'actions violentes dans la région comparées à 2021. Dans cette région de Kayes, le JNIM a attaqué des installations des forces de sécurité, des postes de douane et des convois sur les routes principales menant à Bamako, ainsi qu'en Mauritanie et au Sénégal. Les attaques consistent souvent en des raids menés par des hommes armés à bord de véhicules ou en des embuscades en bord de route, notamment à l'aide d'engins explosifs improvisés (IED). Ces attaques ont principalement visé les forces de sécurité, d'autres acteurs affiliés au gouvernement et des entreprises ou des commerces afin de limiter leur capacité d'action et leur développement. On peut citer à titre d'exemple une incursion du sous-groupe Katiba Macina du JNIM le 8 février près de Melgué, à environ 35 kilomètres de Bakel, à la frontière sénégalaise. Cette attaque, qui a tué trois soldats Maliens et en a blessé autant, fut la troisième du genre dans cette localité située sur la route entre Kayes et la frontière sénégalaise. Cette stratégie vise, à moyen ou long terme, à isoler Bamako de sa principale voie d'approvisionnement, mais elle serait également économiquement problématique pour le Sénégal, dont le port de Dakar dépend fortement de cette voie le reliant à la capitale et aux autres localités maliennes.

Le JNIM n'a pas non plus complètement épargné les civils. Il a pris pour cible les petites communautés et les chefs locaux qui s'opposent à
ses convictions idéologiques et à son insurrection qu'il cherche à justifier religieusement. Il associe ce ciblage à des prêches auprès des populations locales pour diffuser son message et recruter davantage. Le JNIM cherche à reproduire la stratégie qu'il a adoptée dans tout le Sahel, y compris dans la région voisine de Kayes à l'Est, Koulikoro : intensifier ses attaques contre les acteurs gouvernementaux et établir des relations de complicité dans les communautés - en utilisant la coercition si nécessaire - pour finalement, à long terme, remplacer l'État par un travail de sape et de délégitimation progressive. L'enlèvement, en décembre 2024, du Calife de la branche omarienne de la confrérie soufie Tijaniyya au Mali, Thierno Hady Tall, revendiqué par le JNIM dans la région de Nioro du Sahel, témoigne de la consolidation d'une telle stratégie de la part du JNIM. Pourtant, jusqu'alors, le JNIM avait évité la confrontation directe avec les communautés religieuses locales afin d'y établir des alliances et des « couveuses locales » dont il a besoin pour opérer plus efficacement. En revendiquant l'enlèvement d'un chef religieux soufi aussi respecté, le JNIM s'affirme en voulant, désormais, s'imposer comme détenteur de l'autorité morale et religieuse que les populations devraient suivre.

Si les sources recoupées interrogées par Timbuktu Institute s'accordent à dire que le risque d'attaques est plus élevé sur le territoire malien qu'aux frontières immédiates de la Mauritanie et du Sénégal, l'augmentation des activités près de ces frontières indique que le JNIM peut continuer à menacer, de plus en plus, ces deux derniers pays. L'axe routier entre Bamako et Kayes est devenu une zone par excellence de circulation du JNIM, selon les témoignages concordants des habitants. Certains d'entre eux soutiennent avoir identifié « certains points de ravitaillement possibles des terroristes dans la région de Kayes » autour de la commune de Dioumara, à l'est de Diéma : Nankoumana (au sud-est de Dioumara), Kaladiango (au sud-ouest de Dioumara), et Mousafa (au nord-ouest de Dioumara).

Ces localités voisines « accueilleraient des éléments de la Katiba Macina qui s'y rendent fréquemment pour s'approvisionner en denrées alimentaires et produits de première nécessité ». Une source de la région de Kayes affirme qu'un autre refuge temporaire est la forêt de Baoulé, au sud-ouest de Dioumara. Si la Katiba Macina n'a pas encore réussi à s'implanter socioreligieusement ou à établir une base logistique sur le territoire sénégalais, elle est de plus en plus positionnée pour tenter de le faire.

L'activité économique du JNIM dans la zone des trois frontières

L'augmentation des activités du JNIM dans le sud-ouest du Mali lui a permis d'accroître son implication dans les secteurs et circuits économiques qui traversent la Mauritanie et le Sénégal. Il s'agit notamment de l'élevage, de la contrebande et de l'exploitation forestière. Un volume important de bétail, de bois, d'armes et de drogues est transporté à travers la zone des trois frontières, et le JNIM infiltre souvent ces activités économiques de manière illicite. Par exemple, le groupe terroriste est de plus en plus impliqué dans des vols de bétail à grande échelle, en particulier de bovins, à partir de ses zones d'opération au Mali. Il s'est imposé comme un acteur clé de cette activité économique lucrative ; ce qui signifie qu'une grande partie du commerce national et transfrontalier lui profite par le biais de ses intermédiaires et relais dans la zone. La situation est similaire dans le secteur du trafic de bois : le JNIM permet aux exploitants forestiers d'opérer dans les zones qu'elle influence ou contrôle en échange d'une prise de part des revenus et bénéfices.

Le JNIM influence donc les activités économiques nationales de même que le commerce transfrontalier, garantit et détermine les conditions nécessaires de l'acheminement du bois en toute sécurité. Bien que le JNIM n'ait pas encore exploité de manière substantielle les mines d'or de Kayes ou des régions de Kédougou et de Tambacounda au Sénégal, ses extorsions de mines d'or dans le nord du Mali et au Burkina Faso indiquent qu'il n'écarterait pas, dans un futur proche, d'en tirer profit. Plus que son activité sécuritaire et de gouvernance de territoires – qu'il essaie de limiter -, l'activité économique du JNIM lui a permis de s'implanter par des circuits commerciaux en Mauritanie et au Sénégal, certains commerçants de ces États étant contraints de collaborer indirectement avec lui, y compris par la fourniture de renseignement et l'approvisionnement de ses réseaux actifs ou dormants.

Les stratégies d'infiltration du JNIM

Le JNIM semble avoir une stratégie à deux volets dans la zone des trois frontières pour encercler Bamako et étendre sa zone d'opérations à certaines parties de la Mauritanie et du Sénégal. Le JNIM suit le même schéma que celui qu'il a utilisé dans les régions maliennes de Koulikoro et de Mopti ainsi que dans le nord du Burkina Faso : éviter les batailles à grande échelle pour le contrôle des zones urbaines et limiter plutôt les mouvements des forces de sécurité à l'extérieur de ces zones en multipliant les brèches et des espaces d'insécurité. La multiplication des attaques menées sur les routes principales et dans les petites localités, démoralise et disperse les efforts des forces de sécurité. Ces incursions affaiblissent les gouvernements en tant que garant de la sécurité pour la population locale. Cela réduit la capacité des forces de sécurité, des fonctionnaires et des entités économiques à remplir efficacement leur mission ; ce qui permet au JNIM d'exercer un contrôle relatif sur le territoire, du moins sur des axes routiers et des espaces stratégiques indispensables au commerce et la circulation des personnes et des biens. Ce contrôle s'exprime à travers la prédication, la collecte d'impôts et de taxes divers, la mise en place de structures administratives et l'application des lois imposées par le JNIM. L'extension de cette activité de Koulikoro à la région de Kayes fait partie de la stratégie d'encerclement progressif de Bamako par un territoire favorable au JNIM. Cela permettrait, selon le schéma adopté par le JNIM de mener davantage d'attaques sur Bamako pour délégitimer l'État, comme l'attaque de septembre 2024 contre les bases des forces de sécurité à Bamako. L'objectif du JNIM est d'exercer un contrôle ou son influence sur un nombre suffisant de populations locales autour de Bamako et dans tout le Mali pour faire pression sur l'État et l'amener à se désintégrer.

En dépit des difficultés logistiques et des résistances culturelles ou idéologiques notamment au Sénégal, le JNIM utilise ses points d'ancrage dans la région de Kayes pour se préparer à pénétrer la Mauritanie et le Sénégal. Il cherche probablement à accroître son implication dans les secteurs économiques - en particulier l'élevage, la contrebande, le bois et l'extraction de l'or – développés en Mauritanie et au Sénégal.

Son implication préexistante dans ces secteurs constitue la principale source de financement de ses activités terroristes. Ces différentes implications dans les secteurs économiques font également du JNIM un acteur essentiel dans la vie socioéconomique des communautés transfrontalières ; ce qui rend plus difficile son éradication complète, immédiate ou définitive par les autorités.

Le JNIM semble être en mesure d'utiliser encore pour longtemps ses réseaux économiques qui se consolident dans la région pour favoriser des connexions transfrontalières nécessaires à son déploiement le moment voulu. Ces réseaux facilitent, déjà, le recrutement et le transport transfrontalier de personnes et de ressources affiliées, en particulier des armes et divers explosifs. Les liens ethniques et de parenté partagés par les communautés transfrontalières, sont susceptibles de contribuer à l'intensification de tels efforts. La Katiba Macina, a même, récemment, ciblé certaines communautés sénégalaises à des fins de recrutement. Elle a même envoyé des personnes susceptibles d'avoir des liens socioculturels avec le Sénégal, bien que les communautés de ce pays n'aient pas la même histoire et ne présentent pas les mêmes griefs qu'au Mali et au Burkina Faso.

Ces tentatives pour l'heure infructueuses soulignent la volonté du JNIM d'étendre sa zone d'opérations, du moins son influence, le temps que les conditions deviennent plus favorables à une opérationnalisation. En Mauritanie et au Sénégal, son ambition à court terme est de poursuivre ses objectifs économiques et de recrutement afin d'alimenter son insurrection dans d'autres États du Sahel. À long terme, son objectif serait probablement de poursuivre son expansion territoriale en contribuant, par concours de circonstances, à l'instabilité dans ces deux États. L'affrontement direct avec l'armée sénégalaise semblerait pour l'heure stratégiquement écartée afin d'éviter la difficile posture de combattre sur deux fronts, mais aussi par une certaine préoccupation tactique de devoir faire face, dans les conditions actuelles de son évolution, à une armée aguerrie par plus de trente ans de contre-insurrection en Casamance. De même, le JNIM semble avoir appris d'expériences de groupes terroristes de contrôle ou d'administration directe de territoires imposant une certaine gouvernance et la gestion d'autres impératifs.

Facteurs de vulnérabilité à l'expansion du JNIM

Bien que le Sénégal n'ait pas connu le même niveau de radicalisation que d'autres pays du Sahel, il existe des facteurs de risque qui pourraient le rendre vulnérable à la stratégie d'expansion du JNIM.

Frontières poreuses

L'absence d'attaque n'est pas un indicateur absolu d'invulnérabilité ; l'attaque terroriste n'étant, le plus souvent, que l'aboutissement d'un long processus passant par la création des conditions de financement et de recrutement parfois entamé depuis des années. La porosité des frontières nationales permet l'infiltration économique actuelle du JNIM, ce qui constitue l'un des problèmes les plus urgents à résoudre pour la Mauritanie et le Sénégal. Qu'il s'agisse des zones les plus désertiques de la frontière mauritanienne ou des zones les plus boisées de la frontière sénégalaise, de nombreux espaces restent difficiles à sécuriser. Le JNIM utilise déjà les zones désertiques de la Mauritanie pour commercer avec les communautés et organiser des points de regroupement. En outre, la Mauritanie accueille des centaines de milliers de réfugiés du Mali, du Niger et du Burkina Faso à sa frontière avec le Mali suite à la détérioration continue de la situation sécuritaire dans les pays de l'AES (Alliance des États du Sahel). Cela accroît le risque que le JNIM arrive à s'implanter par la présence de combattants potentiels au sein de la population réfugiée pour renforcer son ancrage local. Quant au Sénégal, malgré les efforts constamment déployés, il devient difficile de sécuriser les zones proches de la Falémé, malgré l'intensification des patrouilles lors des opérations Niokolo et Nawetan de fin 2024. Reconnaissant l'urgence de ces mesures de renforcement de la sécurité dans cette zone, le site officiel du ministère sénégalais des Forces armées rapporte : « Planifiée par la Zone militaire N°4, cette opération s'inscrit dans le cadre des activités permanentes des FDS visant à prévenir les infiltrations de bandes armées opérant au-delà de nos frontières, à soutenir les populations des villages les plus isolés et à assurer le respect du décret relatif à la protection de la Falémé (fleuve) ».

L'insécurité aux frontières a contribué au développement d'activités illicites, en particulier dans les zones d'extraction de l'or. Une source indiquant que « la circulation d'armes et d'hommes armés en provenance et à destination du Mali et de la Guinée est difficile à contrôler ». Selon un habitant de Saraya, dans la région de Kédougou, « il y a des trafics de toutes sortes. Il y a aussi des braquages, notamment par des individus non identifiés qui entrent au Sénégal par Bembou, à la frontière avec le Mali. Les assaillants commettent leurs actes et retournent au Mali.

Le vol transfrontalier de bétail s'organise tellement par les voies de contournement de la Falémé et les pirogues que les populations locales réclament de nouveaux campements pour dissuader les malfaiteurs ». Certaines sources locales soupçonnent des éleveurs du Mali et du Fouta-Djallon de faire des incursions par des points d'entrée qui seraient mal surveillés.

Les activités illicites au Mali ont eu des répercussions sur les communautés frontalières sénégalaises. La radio sénégalaise Sud FM rapporte que « le village de Farading (Commune de Missirah Sirimana), dans le département de Saraya (région de Kédougou), était en proie à la panique le dimanche 9 février. Des bandits armés ont fait irruption dans le village malien voisin de Makofé pour braquer une entreprise chinoise, semant la terreur parmi les habitants. Face à cette menace soudaine, certains villageois ont fui dans la forêt avant que la police n'intervienne ». L'insécurité dans les zones frontalières aurait aidé le JNIM à s'intégrer dans les réseaux économiques transfrontaliers et pourrait lui permettre, à terme, d'exploiter physiquement les mines d'or au Sénégal. Cet objectif stratégique semble être une obsession pour le groupe terroriste qui chercherait les moyens de pouvoir entamer une phase de harcèlement des forces de sécurité par des attaques ciblant les symboles de l'État (postes de douanes, postes frontaliers etc.).

La porosité des frontières pourrait également faciliter la contrebande d'armes ; ce qui contribuerait à alimenter la violence dans un contexte de velléités intercommunautaires de basse intensité pour l'heure. Comme ailleurs dans le Sahel, ces activités illicites permettent au JNIM de faire appel à son expérience, ses réseaux et ses capacités économiques et humaines pour s'étendre. Il utilisera probablement toute présence physique possible en Mauritanie et au Sénégal pour devenir un véritable acteur local que la population locale ne pourrait plus ignorer ou contourner et pour étendre, éventuellement, sa zone d'opérations.

Méconnaissance de la menace par les populations locales

La vulnérabilité aux frontières pourrait être aggravée par le fait que les populations sénégalaises ne sont pas assez conscientes de la menace que représente le JNIM. Environ la moitié des habitants de la région de Kédougou ne sont pas au courant des activités du JNIM au Mali. Selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024, un tiers des habitants des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda ne sont pas conscients de la menace que représente la radicalisation potentielle au Sénégal. Cela signifie que les populations n'ont pas conscience de l'impact que l'expansion du JNIM en Mauritanie et au Sénégal pourrait avoir sur leur vie quotidienne.

Par conséquent, le JNIM pourrait, selon certains indices à travers des prêches, filtrer son message destiné aux communautés des trois frontières afin d'influer sur leurs perceptions de manière favorable. Plutôt que de propager ses convictions idéologiques radicales, qui ne sont pas très populaires au Sénégal, le JNIM, selon la tendance actuelle, n'hésiterait pas à se présenter comme protecteur des groupes marginalisés. Le déficit de sensibilisation des populations est dû à des années de déni politique de la menace qui a eu ses effets sur les différentes approches adoptées malgré les efforts intensifiés depuis 2015 et les mesures sécuritaires de plus en plus renforcées.

Défis socio-économiques persistants

L'une des sources de marginalisation est le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. À l'image des centres urbains où l'urbanisation rapide a détérioré les perspectives économiques et contribué au délitement du lien social et la précarité, les zones frontalières vivent une situation difficile aggravée par des frustrations vis-à-vis des compagnies étrangères exploitant, notamment, les richesses aurifères. Cette situation a favorisé la croissance des activités économiques alternatives transfrontalières le plus souvent illicites. Les trafics récurrents sont notés dans le domaine du commerce des armes, du carburant et du bétail. Le JNIM prospère dans les activités illicites grâce à son expérience, ses réseaux et sa force physique. Par conséquent, si des mesures économiques efficientes ne sont pas prises, le JNIM pourrait faire de nouvelles percées au Sénégal et en Mauritanie et recruter au sein de l'importante population juvénile désillusionnée par sa situation économique. Selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024, 85% des habitants des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda citent le chômage comme raison pour laquelle une personne rejoindrait un groupe extrémiste violent ; ce qui en fait de loin la raison la plus fréquente, loin devant l'idéologie et la criminalité qui semble retenir l'attention notamment à propos de l'orpaillage.

En outre, des sociétés étrangères contrôlent l'exploitation de l'or, une industrie-clé dans la région de Kédougou, qu'une grande partie de la population locale considère comme une exploitation.

Comme l'explique un habitant de Saraya, « les orpailleurs creusent partout pour trouver de l'or et laissent ensuite la terre en l'état, sans aucun réaménagement. Les agriculteurs n'ont presque plus d'espace à cultiver ». Le traitement préférentiel accordé aux compagnies minières pour l'accès aux terres dresse la population locale contre elles, explique un habitant, « Des espaces sont réservés ou vendus aux compagnies minières, ce qui frustre les agriculteurs. Les agriculteurs ont des difficultés à obtenir l'accès à la terre auprès des autorités locales. Les gens ont l'impression que leurs terres sont maintenant attribuées à des étrangers pour l'exploitation minière, au détriment de leurs activités agricoles ». Des suspicions de collusion entre élus locaux et sociétés ou acteurs chinois pratiquant une exploitation semi-industrielle de mines d'or dans la région de Kédougou « ravivent les tensions entre les jeunes et les sociétés minières et les dressent contre les autorités locales », témoigne un jeune des environs de Kharakhéna. Le JNIM a exploité des situations similaires au Mali et au Burkina Faso en offrant aux jeunes la possibilité de gagner leur vie de manière illicite tout en luttant contre des entités étrangères impopulaires. Grâce à sa capacité à adapter son message aux griefs des communautés, qu'ils soient religieux ou socio-économiques, le JNIM pourrait chercher probablement à faire de même au Sénégal comme dans d'autres pays de la région.

Griefs socioculturels et religieux

Un autre grief pourrait provenir des élites traditionnelles, y compris certains milieux religieux soufis et autres, qui ne s'attaquent pas assez à un système de castes vieux de plusieurs siècles dans les régions de Matam et de Tambacounda. Cette pratique est particulièrement assez prononcée à Bakel, qui se trouve à la frontière avec la Mauritanie, près du Mali. Le système de castes ou d'esclavage par ascendance consiste à déterminer la position sociale des personnes en fonction de leur famille d'origine ou de leur ascendance. Par conséquent, les personnes considérées comme appartenant à une « classe inférieure » sont reléguées au second plan et se voient refuser l'accès à des responsabilités religieuses voire politiques. La situation est plus accentuée encore en Mauritanie, où certains membres du groupe Beydân (maures blancs), essentiellement arabes - ou revendiquant une certaine arabité -, possèdent d'autres membres du groupe Haratine, au teint plus foncé. Bien que le système des castes soit une pratique ancienne, il s'agit d'une forme de discrimination socio-économique récurrente. Environ un cinquième des habitants des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda citent la marginalisation ou l'exclusion sociale comme raison pour laquelle une personne rejoindrait un groupe extrémiste violent, selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024. Il s'y ajoute, par le biais de la migration en Europe notamment en France, un phénomène de revanche économique de la part de personnes ou de familles anciennement stigmatisées (esclavage par ascendance). Suite à l'amélioration de leurs conditions économiques et leur contact avec les milieux salafistes en France, ces migrants construisent des mosquées d'obédience wahhabite dans leurs localités d'origine, considérant le discours salafiste comme plus « égalitariste » que ce lui prôné par les leaders de l'islam traditionnel.

Ces derniers prônent, certes, des croyances islamiques de loin plus modérées que l'idéologie salafiste du JNIM, mais leur inertie face au système des castes et à l'esclavage par ascendance pourrait, comme c'est déjà le cas dans la région de Kayes, permettre au JNIM de délégitimer leur autorité parmi les classes considérées comme « inférieures ». En fait, des sources rapportent que des réseaux salafistes ont déjà pénétré la région de Bakel en s'emparant de cette contradiction sociale persistante et ainsi perpétuer une tradition non dénoncée par les tenants de l'islam local. Ils réussissent à présenter le salafisme comme plus égalitaire et comme une « théologie de la libération », contrairement à l'islam traditionnel, qui n'a pas assez condamné le système des castes. Le JNIM a déjà adopté cette approche avec succès au Burkina Faso, en encourageant les communautés pastorales des classes inférieures à se retourner contre leurs « élites ». Cette approche a réussi à galvaniser les recrues dans d'autres régions du Sahel. La région des trois frontières est confrontée à ces mêmes défis socio-économiques et socioreligieux qui mériteraient une plus grande attention. Cela, d'autant plus qu'un mouvement anti-esclavagiste transnational nommé « Gambana » (on est les mêmes, en Soninké) est en train de monter en puissance et de mobiliser en Mauritanie, au Sénégal comme dans la région de Kayes où plus de 800 000 individus continuent d'être socialement considérés comme esclaves.

Propagation du salafisme

Sans tomber dans la généralisation abusive ou l'assimilation systématique du salafisme au djihadisme, cette idéologie est revendiquée par la plupart des mouvements actuels usant de la violence pour des motivations supposées religieuses. Il est vrai que dans le passé, la région avait connu d'autres aventures guerrières se revendiquant, entre autres, du soufisme. Cependant, l'idéologie salafiste, loin d'être prédominante au Sénégal, pose un certain défi par ses positions politico-religieuses dénigrant les soufis et les autres chefs religieux comme un islam hétérodoxe. Stimulée par un financement transnational provenant d'individus et d'organisations étrangères, elle est devenue plus répandue à l'aide d'une offensive prédicative dans les mosquées, les daaras et surtout les plateformes en ligne. Les prédicateurs salafistes utilisent des moyens de communication en ligne et des enseignements accessibles pour s'opposer directement et indirectement aux chefs soufis traditionnels. Cela leur a permis d'atteindre de jeunes désillusionnés par leur situation socio-économique, en particulier dans les banlieues de Dakar et les grands centres urbains comme Thiès et Louga.

Bien que le salafisme ne soit pas l'idéologie prédominante dans les régions frontalières du Sénégal, il y a des signes évidents d'une rapide propagation. Une certaine modération religieuse y reste encore la norme. Mais comparées aux régions du Centre du Sénégal, les confréries soufies n'ont pas autant d'influence dans les régions de Kédougou et de Tambacounda. Par conséquent, il se trouve ainsi qu'un des facteurs-clés de la résilience idéologique au salafisme que sont les confréries dans le reste du pays n'est pas assez présent dans certaines des régions les plus vulnérables à l'expansion du JNIM. Des sources connaissant les zones de Khossanto et de Mamakhono dans la région de Kédougou rapportent que d'anciens étudiants revenant du Moyen-Orient remettent constamment en question les leaders islamiques traditionnels ainsi que leur légitimité pour gérer le culte. Des prédicateurs radicaux locaux et étrangers créent leurs propres mosquées et dénigrent les chefs religieux plus modérés. Il s'agit notamment, d'après les témoignages, de prédicateurs en provenance de Kéniéba et ses environs, dans la région de Kayes.

Des tensions entre certains groupes socioculturels apparaissent simultanément dans cette zone. Tout récemment, « un groupe de pasteurs a voulu créer son propre village et avoir un chef de son ethnie parce qu'il ne se sentait plus à l'aise avec un chef de village d'une autre ethnie », raconte un contact local. Des groupes non identifiés à ce jour se rangent du côté des pasteurs nomades dans ces conflits. Différentes sources à Khossanto et Mamakhono font état de la présence d'un groupe connu de la population locale sous le nom d'Ansar al Islam. A moins qu'il s'agisse d'une confusion, cela soulève des questions quant à d'éventuelles alliances entre le groupe salafiste violent du même nom opérant principalement au Burkina Faso et la Katiba Macina, tous deux ayant une dimension communautaire assez marquée.

Malgré ce qu'une source locale décrit comme un « manque de ressources et de logistique » de la part des forces de sécurité, leurs efforts pour établir une relation de collaboration avec la population locale semblent porter leurs fruits ; il n'y a pas eu de radicalisation généralisée et, en même temps, les populations semblent ouvertes à faire des signalements pour des situations suspectes le long de la frontière. Cependant, il existe des griefs sociaux et religieux liés à la marginalisation et aux pratiques islamiques traditionnelles. Le salafisme pourrait se répandre en réponse à ces griefs. Bien qu'il ne cautionne pas intrinsèquement la violence, il peut créer une image plus favorable des groupes salafistes violents tels que le JNIM. Le JNIM est capable de canaliser le mécontentement sur une variété de sujets pour finalement aller vers un narratif plus propice à l'usage de la violence.

Facteurs de résilience

Le Sénégal possède des facteurs de résilience, tant culturels, idéologiques qu'institutionnels, face à l'expansion idéologique du JNIM. C'est ce qui semble faire sa particularité par rapport aux pays environnants.

Prévalence de la cohésion sociale sur la violence

Le facteur le plus important est que la majorité de la population, y compris les jeunes, ne soutient pas la violence motivée par la religion ou l'appartenance ethnique en raison de la relative cohésion de la société. Dans la région de Kédougou, la majorité de la population pense que ce type de violence ne se produira pas au Sénégal ; 75 % attribuent la paix sociale régnant dans la pays aux traditions culturelles. Malgré l'existence de nombreux groupes ethniques et religieux, seuls 13 % des habitants des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda pensent que les tensions intercommunautaires pourraient inciter quelqu'un à rejoindre un groupe extrémiste violent, selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024. Les mariages mixtes et le respect des traditions des autres communautés sont courants. Par exemple, la cohésion entre les groupes ethniques Bassari, Bédik et Peul constitue un bouclier culturel contre les « idéologies de division ». Ce qui a permis à une partie de la région de Kédougou d'être considérée comme un modèle de coexistence pacifique avec une riche diversité culturelle au point d'être reconnue comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Au Mali et au Burkina Faso, le JNIM a exploité les tensions entre les éleveurs et les groupes plus sédentaires pour recruter massivement parmi les bergers. Il a pu instrumentaliser les discriminations dont faisaient l'objet certaines communautés qu'il a finalement attirées dans ses rangs.

Dans ces pays, le JNIM s'est présenté comme le protecteur des communautés ostracisées. En l'état, il lui serait difficile de faire de même au Sénégal, car ces griefs ne sont pas très répandus et le référentiel historique de ces mêmes communautés est différent de ce qu'il est dans d'autres pays de la région. Selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024, aucun habitant des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda ne pense que l'extrémisme violent pourrait entraîner un ciblage ethnique pour réussir des recrutements massifs. En fait, les efforts de la Katiba Macina pour recruter en ciblant des membres de certaines communautés n'ont généralement pas réussi à mobiliser les militants. Il y a eu, par ailleurs, des avertissements de représailles qui ont, récemment, circulé dans les médias sociaux et les groupes WhatsApp à la suite du récent engagement de l'armée sénégalaise auprès de son homologue malienne, selon certaines sources. Mais les données recueillies mettent en évidence une certaine résilience communautaire du Sénégal face au JNIM qui tente de recueillir des soutiens comme dans le cadre de sa stratégie habituelle d'implantation dans les régions frontalières.

Modération religieuse largement répandue

Malgré la propagation du salafisme, la plupart des Sénégalais des régions frontalières et de l'ensemble du pays continuent d'adhérer aux enseignements modérés des chefs religieux locaux et à l'islam traditionnel. Ces enseignements sont souvent axés sur l'amélioration de soi et de la communauté plutôt que sur des orientations idéologiques qui sèment la discorde. En outre, les dirigeants des différentes confréries soufies et des groupes religieux collaborent entre eux, avec les représentants du gouvernement et avec les autres dirigeants de la communauté pour promouvoir la cohésion.

En conséquence, les habitants des régions de Matam et de Tambacounda estiment que les chefs religieux sont le deuxième acteur le plus important, après le gouvernement, dans la prévention de l'extrémisme violent. Les messages de ces leaders semblent influencer positivement la population locale, y compris les jeunes, même s'ils pourraient être transmis par des moyens plus modernes afin de mieux résister à l'offensive idéologique salafiste.

Alors que les banlieues de Dakar semblent avoir connu une montée des courants salafistes, seuls 4% des résidents des régions de Kédougou, Matam et Tambacounda disent connaître un individu qui partagerait la même idéologie que les groupes extrémistes violents, selon une enquête interne de 2024 du Timbuktu Institute. De même, seuls 7% des habitants de la région de Tambacounda et 3% des habitants de la région de Matam affirment connaître une personne susceptible d'être impliquée dans des activités terroristes. Un contact de la zone de Kidira, dans la région de Tambacounda, souligne une faible pénétration d'idéologies radicales au point de menacer la concorde interreligieuse en déclarant « Il y a beaucoup de courants religieux qui cohabitent sans problème. Je pense que les problèmes entre les courants sont plus visibles à Bakel ». L'influence des chefs religieux modérés, comme ceux de la cité religieuse de Woudou Thierno, contribuerait à la stabilité à Kidira, Diyabougou et ailleurs dans les régions frontalières. Même à Bakel, dans la région de Tambacounda, la radicalisation n'est pas considérée comme un phénomène massif, selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024. Il y a une augmentation générale des prédicateurs salafistes et des mosquées, mais les chiffres précédents suggèrent une résistance à ces idéologies qui pourraient encourager la violence.

Des forces de sécurité compétentes et professionnelles

Par rapport aux autres États du Sahel, les forces de sécurité du Sénégal semblent mieux dimensionnées, entraînées et équipées pour protéger le territoire de l'expansion éventuelle de groupes comme le JNIM. Malgré une population moins nombreuse et un territoire encore moins étendu qu'au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les effectifs des forces de sécurité du Sénégal sont à peu près de la même taille que celles du Mali et du Niger et plus importantes que celles du Burkina Faso. Elles ont une réputation de professionnalisme et de non-ingérence dans les affaires politiques, un ratio fixe d'officiers par rapport aux soldats enrôlés, et une formation spécialisée par profession. Les forces de sécurité ont également l'expérience de la lutte contre les insurrections, qu'il s'agisse de l'expérience du conflit en Casamance ou des missions de maintien de la paix des Nations unies dans des pays comme le Mali. Le Sénégal est l'un des plus grands contributeurs à ces missions à travers le monde.

Cette réputation positive a permis de cultiver des relations saines entre civils et militaires. Les populations des zones frontalières Est décrivent les forces de sécurité comme « utiles » et « rassurantes » ; 55% partageraient d'abord avec les forces de sécurité des informations sur l'adhésion d'une personne à un groupe extrémiste violent. Les mauvaises relations entre civils et militaires dans d'autres États du Sahel ont eu comme effet de favoriser une perception « positive » du JNIM par les populations locales. Le 13 mars, les forces de sécurité maliennes et les mercenaires du Russian Africa Corps auraient ratissé toute une zone habitée par une communauté soupçonnée d'avoir des liens avec le JNIM près de Nampala, à la frontière du Mali avec la Mauritanie. Ce type d'approche a dressé de nombreuses communautés contre les forces de sécurité maliennes, soulignant l'importance des relations civiles et militaires assez positives que l'on note au Sénégal.

Alors que les forces de sécurité luttent pour sécuriser les zones frontalières avec le Mali et la Mauritanie, elles ont renforcé leur présence et leur proximité avec les populations (témoignage d'un habitant de Goudiry). Les forces de sécurité ont renforcé leur présence permanente notamment avec le nouveau camp de Goudiry, dans la région de Tamabacounda, en 2022. Des patrouilles intégrées et des échanges de renseignements ont eu lieu entre les différentes unités des forces de sécurité en plus de la présence des GAR-SI, fréquemment mentionnée dans la zone.

Cette présence renforcée s'étend aux initiatives de coopération transfrontalière avec le Mali et la Mauritanie. En février 2025, le Général Birame Diop, ministre sénégalais des Forces armées, et son homologue malien « ont signé des accords de coopération militaire dans des domaines tels que la formation, la mise en œuvre d'activités opérationnelles pour lutter ensemble contre les menaces transfrontalières, le partage de renseignements, etc. », selon le site officiel du ministère des Forces armées. Le Département de l'information et des relations publiques des Forces armées sénégalaises (DIRPA) fait également état d'une coopération avec la Mauritanie à travers des patrouilles fluviales en février 2025, déclarant « Des patrouilles fluviales conjointes entre les forces de défense et de sécurité sénégalaises et mauritaniennes ont été effectuées du 18 au 20 février. Plus de 12 localités de part et d'autre de la frontière ont été visitées. Une occasion de distribuer des gilets aux populations riveraines du fleuve ». Si le Sénégal est vulnérable à l'expansion du JNIM en raison des facteurs de vulnérabilité, ses forces de sécurité ont reconnu le problème. Elles agissent pour y remédier et disposent de plus de moyens que les autres États du Sahel pour le faire.

Recommandations

Au regard de ce qui précède et de l'analyse des données, le gouvernement sénégalais pourrait adopter les mesures suivantes afin de mitiger ou réduite la vulnérabilité face à l'expansion potentielle du JNIM. Ces politiques pourraient renforcer l'efficacité de l'action des forces de sécurité, en favorisant une meilleure prise de conscience de la menace mais aussi en réduisant la marginalisation socioéconomique de certaines couches notamment juvéniles. Ainsi, elles pourront renforcer à la fois la sécurité territoriale et la résilience communautaire.

Renforcer davantage la présence des forces de sécurité dans les régions frontalières

L'État pourrait construire davantage de bases autour de la rivière Falémé et des principales routes transfrontalières, telles que les environs de Bakel et Saraya, dans les régions de Kédougou, Matam et Tambacounda. Actuellement, les forces de sécurité disposent d'une base permanente à Goudiry, dans la région de Tambacounda. Cependant, le gouvernement semble assez conscient de la persistance et de l'aggravation de la menace. Lors de la campagne législative de 2024, le Premier ministre Ousmane Sonko avait même déclaré : "Vous connaissez la situation dans la sous-région. Aujourd'hui, la priorité, c'est l'Est du Sénégal". Une présence plus conséquente des forces de sécurité renforcerait davantage la sécurité des frontières en permettant des déploiements rapides et des unités spécialisées. Ces unités pourraient être particulièrement axées sur la lutte contre la contrebande et l'économie criminelle qui sont parmi les principales sources de financement du JNIM dans la région.

Une présence renforcée permettra également d'améliorer les relations avec la population locale pour la collecte de renseignements plus pertinents et exploitables.

Bien que la population locale apprécie généralement les forces de sécurité, la majorité d'entre elle ne signale pas d'amélioration significative de sa situation en matière de sécurité à la suite d'opérations temporaires, selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024. Une présence permanente plus importante permettrait aux forces de sécurité d'intégrer le renseignement humain en temps réel dans le cadre des patrouilles et de la surveillance régulières. Une majorité de la population locale n'hésiterait pas à s'impliquer, selon une enquête interne de 2024 du Timbuktu Institute. Par exemple, plusieurs habitants de Guémédié, dans le département de Saraya, ont déclaré qu'ils étaient en contact avec des personnes qui pouvaient les informer d'éventuelles infiltrations en provenance des localités frontalières voisines. C'est une opportunité pour les forces de sécurité de profiter d'une présence renforcée pour établir des contacts plus réguliers et réagir en conséquence. Les efforts conjoints des forces de sécurité et des communautés limiteront les possibilités d'infiltration du JNIM, contribuant ainsi à une sécurité territoriale durable.

Renforcer la coopération transfrontalière avec le Mali et la Mauritanie

Le Sénégal pourrait s'appuyer sur les efforts actuels pour institutionnaliser davantage et renforcer la coopération avec les forces de sécurité maliennes et mauritaniennes. Malgré la coopération existante, les forces de sécurité continuent de lutter pour sécuriser les itinéraires et les réseaux routiers aux frontières, en particulier celles partagées avec le Mali. Des sources locales recoupées indiquent que le JNIM dispose de bases logistiques dans la région de Kayes. L'existence de passages frontaliers non officiels sur la Falémé vers la région de Saraya au Sénégal, augmente la probabilité que le JNIM puisse relier ses bases de Kayes à des sites au Sénégal. Il est donc impératif que le Sénégal renforce la planification stratégique, l'échange de renseignements et les patrouilles conjointes avec le Mali et la Mauritanie.

La planification stratégique pourrait inclure davantage un engagement à tous les niveaux, qu'il s'agisse des décideurs politiques, du commandement militaire ou des responsables de la sécurité de niveau intermédiaire. Les responsables de haut niveau gagneraient à affecter les ressources nécessaires aux initiatives conjointes, tandis que les responsables de niveau intermédiaire devraient aller vers plus de coordination de la mise en œuvre. Des engagements fréquents en personne à chaque niveau semblent nécessaires, à l'instar de la réunion de février 2025 entre les chefs des armées malienne et sénégalaise. La création et la mise en œuvre de forces opérationnelles conjointes binationales et trinationales devraient constituer une priorité de la planification stratégique. Étant donné que le JNIM semble avoir pénétré de manière illicite les secteurs économiques des trois pays, il est logique que ces derniers synchronisent directement leurs efforts de lutte contre le JNIM. Des forces opérationnelles spécialisées pourraient être utilisées pour se concentrer sur différentes fonctions, notamment l'interdiction, la sécurité fluviale et l'intervention en cas d'urgence.

Elles devraient intégrer les capacités de l'armée, de la police et des services de renseignement de chaque pays. En partageant les responsabilités et en mettant en commun les ressources, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal seront en mesure d'apporter une réponse transfrontalière à un problème transfrontalier multidimensionnel.

Outre les groupes de travail conjoints, les trois pays devraient tenter de désigner des points de contact entre les agences concernées afin d'institutionnaliser l'échange de renseignements. Ces points de contact collaboreront les uns avec les autres pour créer des processus garantissant un flux transfrontalier de renseignements. Ces processus comprendront le signalement en temps utile des mouvements suspects aux autorités frontalières compétentes du pays concerné. L'institutionnalisation de l'échange de renseignements permettra aux trois pays de recueillir des informations auprès de diverses sources et de produire des analyses précises et opportunes afin d'éclairer les politiques. En outre, ils devraient s'appuyer sur les efforts de patrouille actuels et sur une planification stratégique améliorée pour effectuer davantage de patrouilles conjointes par voie terrestre et maritime. L'objectif pourrait être de cibler les points d'approvisionnement et les réseaux de transport du JNIM afin de l'empêcher de trouver des refuges. Les forces de sécurité devraient donc assurer une présence constante sur les itinéraires terrestres et fluviaux transfrontaliers. Pour que les opérations du JNIM soient perturbées et finalement supprimées dans la zone des trois frontières, le Sénégal devrait institutionnaliser la coopération avec les forces de sécurité maliennes et mauritaniennes dans les domaines politique, opérationnel et du renseignement.

Mener des campagnes de sensibilisation auprès des chefs communautaires

Le gouvernement devrait davantage s'appuyer sur les chefs religieux, les chefs traditionnels et les autorités locales pour sensibiliser la population à la menace que représente le JNIM. Actuellement, la population locale aurait du mal à organiser une réponse collective à l'expansion du JNIM, car un tiers des habitants des régions de l'Est n'a pas conscience de la menace, selon l'enquête. Les campagnes de sensibilisation devraient expliquer aux populations comment le JNIM cherche à saper la cohésion sociale, en mettant l'accent sur la violence, l'instrumentalisation des clivages sociaux et l'intolérance à l'égard des différences idéologiques. Elles devraient opposer directement aux tendances radicales du JNIM les valeurs plus tolérantes de la société sénégalaise. En cooptant des leaders respectés en les formant à la communication sociale, le gouvernement renforcerait sa légitimité auprès des populations et touchera un plus grand nombre de personnes.

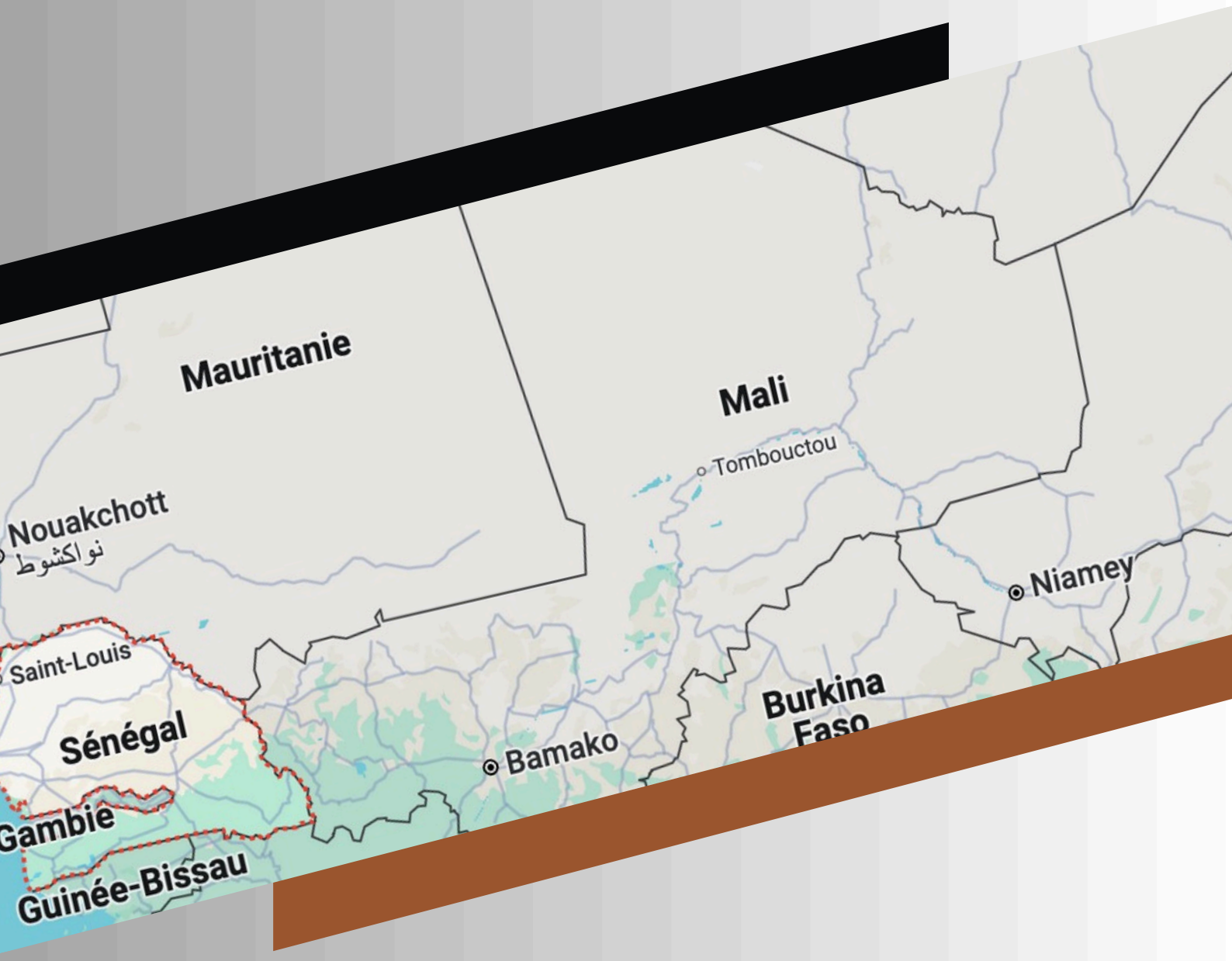
Les leaders religieux locaux seront importants dans ce processus, mais d'autres courants seront essentiels dans les régions où le soufisme n'est pas aussi prédominant. Par exemple, les chefs traditionnels auront plus d'influence dans certaines parties des zones rurales des régions de Kédougou et de Tambacounda tandis que les courants réformistes pourraient appuyer le travail de sensibilisation dans les environs de Bakel et certaines zones urbaines de la région de Tambacounda. Pour que la population locale puisse lutter de manière proactive contre l'expansion du JNIM, elle doit être plus consciente de la menace que ce groupe représente pour la sécurité nationale et la cohésion sociale.

Renforcer les programmes d'insertion des groupes socio-économiques vulnérables

Le gouvernement devrait agir davantage pour améliorer l'accès des groupes socio-économiques vulnérables aux opportunités. Selon une enquête interne du Timbuktu Institute réalisée en 2024, le chômage et la marginalisation sont les deux principaux facteurs de risque de radicalisation. Ces deux problèmes se posent avec acuité dans la région des trois frontières et le gouvernement devrait adopter une approche holistique pour y remédier. L'une des mesures consisterait à améliorer les infrastructures routières existantes afin de mieux relier les régions de Kédougou et de Tambacounda et de réduire ainsi l'isolement géographique. Un travail important avait déjà été fait dans ce sens avec des programmes comme le PUMA et le PUDC et devrait être renforcé dans le cadre du développement des pôles territoriaux annoncés.

Une autre mesure consisterait à améliorer l'accès à la formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture durable. Cette mesure est centrée sur la communauté et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. L'agriculture reste encore un des secteurs les plus importants des économies des régions frontalières. De même, le gouvernement devrait davantage parrainer des programmes de microcrédit pour soutenir l'entreprenariat local, y compris dans le domaine de l'agriculture en s'appuyant sur des dispositifs existants comme la Délégation générale à l'Entreprenariat Rapide (DER). Le gouvernement pourrait aligner ce programme sur des priorités telles que la promotion de la production de millet dans l'Est.

Enfin, le gouvernement pourrait davantage réglementer équitablement le secteur minier afin de faire face, avec des réponses durables, au mécontentement suscité par la perception des entreprises étrangères dans ce secteur. Une meilleure réglementation devrait créer des opportunités plus importantes pour la population locale de s'impliquer et de tirer profit des ressources de leur région. Des mesures ciblées et globales réduiront la probabilité que des individus s'impliquent dans les réseaux illicites dans lesquels le JNIM prospère, tout en mitigeant cette perception productrice de frustrations du fait de « perdurer dans la pauvreté en résidant dans une région regorgeant de richesses », comme déplore un jeune militant associatif de la région de Kédougou.



TIMBUKTU INSTITUTE African Center for Peace Studies
Cité Keur Gorgui - Dakar Sénégal
BP : 15177 ; CP : 10700, Dakar - Fann
Tel. +221 33 827 34 91
E-mail : contact@timbuktu-institute.org

Copyright - Timbuktu Institute 2025